

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

ORBAN DÉFAIT, MAIS L'EUROPE PAS VICTORIEUSE

Viktor Orban a donc échoué dans son grand dessein. Avec quelque 45 % de Hongrois s'étant rendus aux urnes et ayant émis un vote valide, le résultat du référendum contre les quotas européens de réfugiés - en fait

un référendum contre la migration et contre l'UE - n'a pas de valeur légale. Et cela même si 95 % des votants se sont exprimés dans le sens voulu par le Premier ministre hongrois, contre les « quotas ».

C'est donc d'abord un échec politique pour Orban, qui a échoué dans sa volonté d'administrer une démonstration de force sur le plan européen. Et il pourra difficilement arguer du résultat pour justifier, comme il l'intentionnait, l'inscription dans la constitution hongroise de l'impossibilité de se faire imposer l'accueil de réfugiés sur

décision collective de l'Union européenne.

Cet échec est d'autant plus spectaculaire quand on sait la dé-

bauche de moyens de communication, de propagande et de mensonges par les médias publics, et de chantage sur les autorités locales dont le Premier ministre hongrois et son gouvernement ont usé afin d'amener leurs concitoyens à se rendre aux

Si Orban a perdu son pari, il a réussi à ancrer dans son pays de sombres idées

urnes, et à voter « non ». Que face à ce rouleau compresseur, il soit resté suffisamment de Hongrois pour résister en restant chez eux, en dessinant des protestations sur leurs bulletins ou en votant « oui », sauve l'honneur de cette nation.

Mais il ne faut pas trop se réjouir. D'abord, parce que si le référendum, qui est de toute façon consultatif, est légalement invalide, il y a eu quelque 3,3 millions de Hongrois, soit plus d'un tiers de la population en âge de voter, pour déclarer leur soutien aux discours de peur de l'autre, de haine de l'étranger, et

de défiance à l'égard de l'Union européenne. Le Fidesz, parti de Viktor Orban, livrait d'ailleurs l'analyse suivante : les Hongrois auraient été plus nombreux à se prononcer « contre les quotas », qu'en faveur de l'adhésion de leur pays à l'UE en 2004.

Mais que dans l'Union européenne dont la solidarité, le respect des lois internationales et des principes humanitaires constituent le fondement, un

chef de gouvernement membre de la démocratie chrétienne - pauvre démocratie, pauvre chrétienté ! - a pu mettre impunément en œuvre une entreprise électorale nourrie de xénophobie : cela en dit, hélas, beaucoup sur cette pauvre Union. Car même si Orban a techniquement perdu son pari, il a réussi à étendre et ancrer dans son pays de sombres idées. Quand on voit que, à quelques centaines de kilomètres plus au nord, la Pologne dirigée par Kaczynski, frère national-populiste d'Orban, travaille à un projet d'interdiction totale de l'avortement, on a des raisons de craindre cet obscurantisme qui est en marche en Europe. Le progrès n'est décidément pas assuré, ni inéluctable.